

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/9-B/4

7 octobre 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS MAURITANIE 102090 (2003-2010)

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	26 332 286	7 367 433	33 699 719
Coût total pour le PAM	54 991 614	15 808 005	70 799 619

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

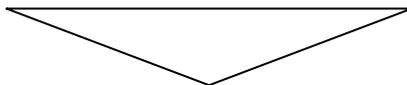
Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 15,8 millions de dollars É.-U. demandée pour le programme de pays Mauritanie 102090 (2003–2010) (WFP/EB.2/2010/9-B/4) ainsi que la prolongation du programme pour une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire relative au programme de pays Mauritanie 102090 est proposée pour:
 - i) prolonger le programme de pays pour une période d'un an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011;
 - ii) fournir 18 866 tonnes de produits alimentaires supplémentaires d'une valeur estimée à 7,4 millions de dollars;
 - iii) mobiliser 7,4 millions de dollars supplémentaires afin de couvrir les coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, les coûts d'appui directs et les autres coûts opérationnels directs;
 - iv) couvrir des coûts d'appui indirects supplémentaires d'un montant de 1,0 million de dollars;
 - v) amorcer le changement de cap du programme.
2. La prolongation d'une année permettra de synchroniser le programme avec le cadre stratégique établi par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui a été prorogé jusqu'en décembre 2011. Cette révision aura pour effet de transférer certaines activités de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) au programme de pays.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

3. Le programme de pays, initialement approuvé pour la période 2003-2007, était conçu pour aider la Mauritanie à surmonter ses difficultés de développement dans le domaine de l'éducation, de la santé et du développement rural. Il a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2010 moyennant plusieurs révisions budgétaires, afin de se conformer à l'allongement du cycle du Plan-cadre.
4. Les objectifs du programme de pays sont les suivants: i) investir dans le capital humain en appuyant l'instruction primaire et en améliorant les taux de scolarisation (composante 1); et ii) créer des avoirs et atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les zones exposées à des crises récurrentes (composante 3). En 2008, face à la hausse des prix de l'alimentation et à la détérioration de la situation nutritionnelle, les activités nutritionnelles de la composante 2 du programme de pays avaient été étoffées et transférées à l'IPSR pour les besoins de l'intervention de secours; elles retourneront dans le périmètre du programme de pays à l'occasion de la présente révision budgétaire.
5. L'IPSR 106050 lancée en janvier 2008 pour apporter une aide d'urgence aux populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire prévoyait des activités nutritionnelles au profit des enfants âgés de 6 à 59 mois, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral. À travers son volet redressement, elle avait pour objet de développer les moyens de subsistance des communautés exposées à l'insécurité alimentaire et d'améliorer leur capacité de résister aux catastrophes naturelles et à la hausse des prix alimentaires. Le PAM a également facilité la réinsertion de 19 000 réfugiés mauritaniens rentrés du Sénégal entre 2008 et 2010.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DES ÉVALUATIONS

6. La Mauritanie occupe la 154^e place sur 182 pays dans le classement en fonction de l'indice de développement humain établi en 2009 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2008, le taux de pauvreté était de 59 pour cent dans les zones rurales, et la pauvreté extrême touchait 30 pour cent de la population¹. Le pays est exposé aux sécheresses récurrentes, aux inondations et aux invasions d'acridiens; la période de soudure dure de cinq à six mois et la moitié des ménages ruraux n'ont pas accès à l'eau potable. La fréquence des diarrhées, du paludisme et des infections respiratoires aiguës ne fait qu'aggraver l'insécurité alimentaire.
7. Les évaluations de la sécurité alimentaire conduites par le PAM et le Commissariat à la sécurité alimentaire depuis 2007 montrent que la situation reste extrêmement précaire, notamment au Sud-Est, dans les régions de Hodh el Gharbi, Hodh Charghi et Tagant. Selon un rapport établi par le système de suivi de la sécurité alimentaire en juin 2010, 25 pour cent des habitants des zones rurales, notamment agropastorales, vivent dans l'insécurité alimentaire. Les paysans pauvres pratiquant l'agriculture vivrière et les petits éleveurs sont les plus durement touchés. Face à l'adversité, les ménages pauvres ont recours à des expédients néfastes particulièrement dommageables dans un contexte de déclin des ressources naturelles, notamment en ce qui concerne les forages et l'eau. Qui plus est, les rendements agricoles baissent et les réserves de céréales s'épuisent. La baisse des importations de denrées alimentaires depuis les pays voisins a provoqué une pénurie de céréales sur les marchés².
8. Comme 90 pour cent de ses terres sont arides, la Mauritanie a un potentiel agricole limité. Sa production céréalière a diminué pour cause de sécheresses récurrentes, de sous-investissement et d'accès limité au crédit et aux intrants. Étant donné que 75 pour cent des produits alimentaires vendus en Mauritanie sont importés, le prix de l'alimentation est un facteur déterminant de la sécurité alimentaire. Les ménages pauvres ont particulièrement souffert de la flambée des prix du pétrole et des denrées survenues en 2007 et 2008¹. Bien que les prix des céréales soient stabilisés depuis 2009³, la population demeure vulnérable face aux fluctuations des cours.
9. Les ménages ruraux pauvres dépensent 80 pour cent de leurs revenus pour se nourrir, et beaucoup ont dû réduire leurs autres dépenses, pour la santé et l'éducation par exemple, vendre leurs biens et réduire leur consommation de viande et de produits laitiers. L'exode rural a entraîné une urbanisation galopante et exacerbé la pauvreté en milieu urbain. Comme les avoirs de la majorité des ménages étaient au plus bas, le redressement a été difficile.

¹ Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire Général de l'ONU sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, Rapport de la mission en Mauritanie du 24 au 29 janvier 2010.

² PAM et Commissariat mauritanien à la sécurité alimentaire, système de suivi de la sécurité alimentaire, juin 2010.

³ FAO, Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO, avril 2010.

10. Selon l'enquête de suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition (enquête SMART) conduite en 2010 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux global de malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois était de 12,5 pour cent pour l'ensemble du pays — chiffre supérieur au seuil défini par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec des pics dépassant 18 pour cent. La Mauritanie n'atteindra probablement pas le premier des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

11. La présente révision budgétaire s'appuie sur le document de stratégie de pays du PAM ainsi que sur les recommandations issues de l'évaluation de l'IPSR⁴, à savoir notamment: i) rationaliser les partenariats; ii) réorienter les activités sur la base des conclusions de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition; iii) renforcer des filets de protection sociale que sont notamment les banques de céréales; iv) créer des actifs au profit des rapatriés et des communautés d'accueil; v) améliorer le système de suivi et évaluation (S&E).
12. La prolongation pour une période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 permettra au PAM d'aligner le programme de pays sur le nouveau Plan-cadre qui doit débuter en 2012. Conformément à l'examen des catégories d'activité que le PAM a engagé, l'IPSR 106050 s'achèvera le 31 décembre 2010. À compter du 1^{er} janvier 2011, le PAM interviendra uniquement dans le cadre du programme de pays. La présente révision budgétaire propose la réorientation de la programmation moyennant le transfert au programme de pays de certaines activités relevant actuellement de l'IPSR, à savoir: i) assistance aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée; ii) assistance aux personnes vivant avec le VIH; et iii) appui au développement rural grâce aux banques de céréales et à l'activité Vivres contre travail (VCT).
13. En 2011, le programme de pays 102090 comprendra les composantes ci-après:
- composante 1: appui à l'éducation de base
 - composante 2: appui aux mères et aux enfants vulnérables et aux personnes vivant avec le VIH
 - composante 3: appui au développement rural
14. Le PAM ciblera les régions de Tagant, Assaba, Gorgol, Guidimagha, Brakna, Trarza, Hodh el Gharbi et Hodh Charghi, ainsi que la périphérie de Nouakchott. Priorité sera donnée aux communautés les plus vulnérables, sélectionnées sur la base des données du système de suivi de la sécurité alimentaire et des enquêtes SMART. Le nombre de villages ciblés sera ramené de 3 800 à 2 400, ce qui permettra au PAM de mieux concentrer son action, de renforcer la coopération et d'optimiser les effets des interventions.

Composante 1: Appui à l'éducation de base

15. Conformément à l'Objectif stratégique 4, le PAM appuiera l'éducation de base avec un programme d'alimentation scolaire destiné à: i) augmenter la proportion de filles dans les écoles concernées; ii) augmenter la scolarisation et réduire les taux d'abandon scolaire; et iii) améliorer les capacités d'apprentissage des enfants. Le PAM propose de maintenir le nombre actuel de bénéficiaires au premier semestre de 2011 et de commencer à transférer les responsabilités de la composante 1 au Gouvernement en octobre, conformément aux

⁴ Évaluation décentralisée de l'IPSR Mauritanie 106050, Nouakchott, janvier 2010.

conclusions des évaluations du programme de pays et au document de stratégie de pays pour la Mauritanie.

16. Le Gouvernement, conscient de l'utilité des repas scolaires, s'est engagé à financer le programme à compter de 2011; mais comme ses capacités sont limitées, le PAM lui transférera la composante alimentation scolaire de manière progressive. Le Gouvernement a l'intention d'inscrire l'alimentation scolaire au budget de l'État d'ici 2012, et le PAM prévoit de transférer la responsabilité de l'ensemble du programme dans les cinq prochaines années.

Composante 2: Appui aux mères et aux enfants vulnérables ainsi qu'aux personnes vivant avec le VIH

⇒ Supplémentation alimentaire ciblée

17. Les activités nutritionnelles engagées au titre de l'IPSR 106050 et de l'initiative Partenariat REACH, seront transférées dans le programme de pays⁵. Dans le cadre de l'initiative Partenariat REACH, le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) ont élaboré un plan d'action nutritionnelle axé sur la réalisation de l'OMD 1. Ce plan répond à la nécessité de renforcer l'information, l'éducation, la communication et l'intégration au sein du système national de santé. Le PAM concourt à cette entreprise en fournissant une supplémentation alimentaire aux enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée.
18. Compte tenu de la persistance de la malnutrition aiguë, en 2011 le PAM viendra en aide à 46 800 bénéficiaires qui auront droit à une supplémentation alimentaire ciblée dans le cadre du programme de pays; les bénéficiaires seront sélectionnés par les services de santé publique et les centres de supplémentation alimentaire, sur la base de critères tels que la circonférence brachiale et le rapport poids/taille.
19. L'effort de renforcement des capacités sera poursuivi pour les services mauritaniens compétents, des ONG et les membres des communautés. Les activités nutritionnelles seront progressivement intégrées aux services publics. Dans les régions d'Hodh el Gharbi et Hodh Charghi, l'appui du PAM à la supplémentation alimentaire sera fourni dans le cadre d'un programme de nutrition auquel prennent part plusieurs institutions.
20. Le PAM pourrait ultérieurement décider d'élargir la couverture de l'aide alimentaire à tous les enfants âgés de moins de 2 ans, en fonction des résultats du projet pilote conduit par l'UNICEF. Dans l'intervalle, les cas de malnutrition aiguë seront traités en recourant à une supplémentation alimentaire ciblée.

⇒ Activité Vivres pour la formation au profit des personnes vivant avec le VIH

21. En 2011, le PAM aidera 800 personnes vivant avec le VIH en leur proposant une activité Vivres pour la formation (VPF), qui complétera le programme de transition vers l'autosuffisance amorcé avec l'IPSR. Les bénéficiaires recevront une ration familiale de deux mois associée au traitement antirétroviral et suivront une formation en vue d'activités génératrices de revenus. Le PAM prévoit de transférer les responsabilités du programme d'aide aux personnes vivant avec le VIH au Gouvernement en 2012, une fois que les fonds nécessaires seront mobilisés.

⁵ Le partenariat REACH est une stratégie commune mise en œuvre par le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OMS en partenariat avec le Gouvernement pour réduire la faim et la sous-alimentation chez l'enfant.

Composante 3: Appui au développement rural

22. Conformément à l'Objectif stratégique 2, la composante 3 appuie le développement rural dans les districts les plus exposés à l'insécurité alimentaire en créant des avoirs qui atténueront les effets des catastrophes naturelles et des fluctuations des prix. Le PAM envisage d'expérimenter un projet pilote de transferts monétaires au titre de cette composante, sous réserve des conclusions des études de faisabilité.

⇒ *Protection sociale fondée sur des activités productives et renforcement de la résilience*

23. Au titre de la composante 3, le PAM appuiera la protection sociale fondée sur des activités de création d'avoirs productifs qui permettront d'améliorer les moyens de subsistance des habitants. La composante visera à renforcer la résilience des ménages pauvres face aux épisodes de sécheresse et aux inondations. Elle a été revue à la lumière des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays, qui ont fait ressortir la nécessité d'élargir la participation des communautés à la planification et à la gestion des biens collectifs. Le PAM appuiera la remise en état des digues, des terres maraîchères et des forêts en utilisant les transferts en échange de travail, proposera des apprentissages et appuiera des mesures de solidarité comme la mise en réserve d'une partie des récoltes dans un fonds commun.

24. Le PAM prévoit de lancer une nouvelle activité en collaboration avec l'UNICEF afin d'aider les porteurs de projets dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'UNICEF établira une liste d'activités telles que la construction de latrines et de fosses septiques et appuiera les campagnes de promotion des changements de comportement.

25. En 2011, la composante 3 sera élargie à 160 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire. Le ciblage géographique comprendra: i) les zones d'installation des réfugiés rentrés du Sénégal; et ii) les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire selon les données du système de suivi de la sécurité alimentaire, mais dans lesquelles les capacités techniques requises sont présentes. Des comités directeurs composés de représentants des autorités locales, de la société civile, des ONG et des organismes des Nations Unies sélectionneront les communautés les plus vulnérables. L'assistance du PAM sera dans une large mesure auto-ciblée au moyen d'un processus participatif de planification communautaire auquel seront associés les ménages les plus pauvres.

26. Le PAM et le Ministère du développement rural veilleront à ce que les bénéficiaires prennent pleinement le contrôle des biens créés et en retirent tous les avantages. Les normes techniques, les plans de travail et la planification seront adaptés au contexte local et à la hauteur des meilleures pratiques. Le PAM et le Gouvernement coupleront des mesures de protection sociale fondées sur des activités productives avec les activités rémunératrices proposées par les ONG partenaires, à l'issue de larges consultations menées dans chaque district.

Appui aux banques de céréales

27. L'activité d'appui du PAM aux banques de céréales sera transférée de l'IPSR au programme de pays. Dans la vallée du Sénégal et les zones de culture pluviale, le PAM aidera les communautés à transformer les banques de céréales en coopératives. Dans les zones pastorales, il aidera les communautés à satisfaire leurs besoins alimentaires durant la période de soudure en réapprovisionnant les banques de céréales et en empêchant le recours à des stratégies de survie néfastes, par exemple la vente d'animaux.

28. Les banques de céréales qui seront transformées en coopératives seront sélectionnées selon des critères précis. Le PAM aidera à coordonner les achats groupés et à mettre les paysans en rapport avec les producteurs locaux de farine enrichie; le PNUD accordera des prêts et fournira du matériel, notamment des panneaux solaires. Ces initiatives contribueront à pérenniser l'existence des banques de céréales et favoriseront leur prise en mains par les communautés.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE			
	2010	Augmentation	2011
Composante 1			
Alimentation scolaire	202 100	26 947	229 047
Composante 2			
Supplémentation alimentaire	0	46 800	46 800
VPF (personnes vivant avec le VIH)	0	4 000	4 000
Composante 3			
Banques de céréales	0	80 000	80 000
VCT (protection sociale fondée sur des activités productives)	105 000	53 750	158 750
TOTAL (ajusté)*	286 499	203 617	490 116

* Le nombre total de bénéficiaires a été ajusté afin que les bénéficiaires aidés au titre de plusieurs composantes ne soient pas comptés deux fois.

29. Conformément aux recommandations issues des évaluations, le PAM continuera de renforcer les capacités du Gouvernement, des partenaires coopérants et des communautés ciblées et travaillera tout particulièrement avec le Commissariat à la sécurité alimentaire pour renforcer les capacités de distribution et de suivi des vivres. Une formation aux méthodes améliorées d'entreposage des produits alimentaires sera dispensée aux administrations mauritaniennes, aux partenaires et aux communautés. La création de comités de gestion, la formation aux méthodes de stockage, la participation au suivi et l'amélioration des capacités de gestion permettront de renforcer la prise en mains des activités du PAM par les communautés.
30. Le PAM a conclu une alliance avec l'Université de Nouakchott afin de créer une base de données en ligne pour le nouveau système de S&E qui permet au PAM de télécharger les données de suivi et de produire des rapports partout dans le monde avec une connexion à l'internet; les partenaires seront formés à l'utilisation du système. Le plan de S&E a été recentré plus étroitement sur des indicateurs mesurables.

TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)			
	Besoins actuels	Besoins supplémentaires	Besoins révisés
Composante 1			
Alimentation scolaire	38 581	7 878	46 459
Composante 2			
Supplémentation alimentaire	1 500	2 835	4 335
VPF (personnes vivant avec le VIH)	0	134	134
Composante 3			
Banques de céréales	0	2 880	2 880
VCT (protection sociale fondée sur des activités productives)	21 200	5 139	26 339
TOTAL	61 281	18 866	80 147

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE				
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Coût moyen (en dollars/ tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	12 931	4 069 900	4 069 900	
Légumineuses	1 458	653 724	653 724	
Huiles et matières grasses	946	1 054 790	1 054 790	
Aliments mixtes et composés	2 955	1 255 875	1 255 875	
Divers	576	333 144	333 144	
Total produits alimentaires	18 866		7 367 433	7 367 433
Transport extérieur				1 398 265
Transport terrestre, entreposage et manutention				2 810 845
Autres coûts opérationnels directs				1 074 144
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)				2 123 149
Total coûts directs pour le PAM				14 773 836
Coûts d'appui indirects (7,0%) ³				1 034 169
COÛT TOTAL POUR LE PAM				15 808 005

¹ Assortiment alimentaire théorique établi à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUIS DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	372 780
Administrateurs recrutés sur le plan local	142 000
Agents des services généraux recrutés sur le plan local	121 500
Personnel temporaire	353 000
Consultants internationaux	32 319
Volontaires des Nations Unies	55 000
Voyages officiels du personnel	97 000
Total partiel	1 173 599
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	39 000
Charges (électricité, etc.)	32 000
Fournitures de bureau et autres consommables	30 000
Technologies de l'information et des communications	180 000
Exploitation et entretien des véhicules	172 500
Aménagement des bureaux et réparations	50 500
Prestations d'organismes des Nations Unies	120 000
Total partiel	624 000
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location des véhicules	102 000
Matériel informatique	33 000
Sécurité locale	190 550
Total partiel	325 550
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 123 149

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
RÉSULTATS PLAN-CADRE	Indicateurs de résultats Plan-cadre	Situation politique et conditions de sécurité satisfaisantes
Effet direct 1 Les populations vulnérables sont dans une situation de sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ % de la population exposée à l'insécurité alimentaire ➤ % du revenu des ménages dépensé en achats alimentaires ➤ % annuel de produits alimentaires importés 	Respect des engagements souscrits par le Gouvernement et les partenaires coopérants
Effet direct 2 Amélioration de la situation socioéconomique des groupes pauvres vulnérables grâce à un meilleur accès aux ressources naturelles et à la gestion durable de ces ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages sédentaires durant la période de soudure 	
COMPOSANTE 1: APPUI À L'ÉDUCATION DE BASE		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 1.1 Développement de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles bénéficiant d'un appui <i>Activité: alimentation scolaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de filles scolarisées (ratio filles/garçons) Objectif: 1 ➤ Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons scolarisés ➤ Taux d'abandon des études pour les filles et les garçons Objectif: données de référence au début de 2011 ➤ % d'enseignants indiquant que les enfants se concentrent et apprennent mieux à l'école grâce à l'alimentation scolaire Objectif: données de référence au début de 2011 	Appui et financement complémentaires de la part du Gouvernement et des donateurs Situation politique et conditions de sécurité satisfaisantes
Produit 1.1 Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie, en pourcentage des prévisions Objectif: 100% ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en % des quantités prévues Objectif: 100% ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments de complément et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en % des quantités prévues Objectif: 100% ➤ Nombre d'incidents de sécurité Objectif: 0 	Filière d'approvisionnement solide, contributions des donateurs et engagement du Gouvernement Situation politique et conditions de sécurité satisfaisantes



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 1.2 Couverture du programme d'alimentation scolaire conforme aux prévisions du programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant de l'assistance du PAM Objectif: 1 700 ➤ Nombre de journées d'alimentation scolaire en pourcentage du nombre réel de journées d'école Objectif: 100% 	<p>Filière d'approvisionnement solide, contributions des donateurs et engagement du Gouvernement</p>
COMPOSANTE 2: APPUI AUX MÈRES ET AUX ENFANTS VULNÉRABLES AINSI QU'AUX PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 2.1 Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, garçons et filles ciblés</p> <p><i>Activité: centres de supplémentation alimentaire</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence des retards de croissance (rapport taille/âge) chez les enfants de moins de 5 ans ciblés Objectif: <20% ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë (rapport poids/taille) chez les enfants de moins de 5 ans vivant dans les zones d'intervention bénéficiant de l'assistance du PAM Objectif: <10% ➤ Mortalité des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire Objectif: <3% ➤ Taux d'abandon du programme de supplémentation alimentaire Objectif: 15% ➤ Taux de récupération des bénéficiaires d'une supplémentation alimentaire Objectif: >75% 	<p>Poursuite du partenariat REACH Financements suffisants Engagement solide des partenaires</p>
<p>Effet direct 2.2 Consommation alimentaire suffisante pendant toute la période d'assistance dans les ménages ciblés exposés au risque de faim aiguë</p> <p><i>Activité: VPF pour les personnes vivant avec le VIH</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Objectif: > 35% 	<p>Engagement suffisant de la part des partenaires</p> <p>Mise à profit durable des formations suivies par les bénéficiaires</p>
<p>Produit 2.1 Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en % des prévisions Objectif: 100% 	<p>Filière d'approvisionnement solide, contributions des donateurs et engagement du Gouvernement</p> <p>Situation politique et conditions de sécurité stables</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantités de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des prévisions Objectif: 100% ➤ Quantité d'aliments enrichis, aliments de complément et produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en % des prévisions Objectif: 100% ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en % des prévisions Objectif: 100% ➤ Nombre d'incidents de sécurité Objectif: 0 	
Produit 2.2 Investissement des ménages ciblés dans le capital humain	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages ciblés ayant investi dans le capital humain Objectif: 800 	Engagement et activités complémentaires des partenaires suffisants Mise à profit durable des formations suivies par les bénéficiaires
COMPOSANTE 3: APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL		
Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 3.1 Mise en place et perfectionnement des dispositifs d'alerte rapide, des plans d'urgence et des systèmes de surveillance de la sécurité alimentaire grâce à l'appui du PAM en faveur du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes Objectif: 8 	Respect des engagements souscrits par le Gouvernement et les partenaires coopérants Situation politique et conditions de sécurité stables
Effet direct 3.2 Consommation alimentaire satisfaisante durant toute la période d'assistance dans les ménages ciblés exposés au risque de faim aiguë <i>Activité: VCT et banques de céréales</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Objectif: >35 % 	Appui et financement complémentaire de la part du Gouvernement et des donateurs Stabilité des prix; disponibilité et accessibilité des produits alimentaires sur les marchés
Effet direct 3.3 Exposition au risque réduite dans les communautés et les ménages ciblés <i>Activité: VCT et banques de céréales</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score relatif aux avoirs des ménages Objectif: le score en augmentation pour au moins 80 pour cent des ménages concernés ➤ Score des communautés en termes d'avoirs Objectif: établir les données de référence avant la fin de 2010 	Appui et financement complémentaire de la part des donateurs Bonne coordination avec les partenaires

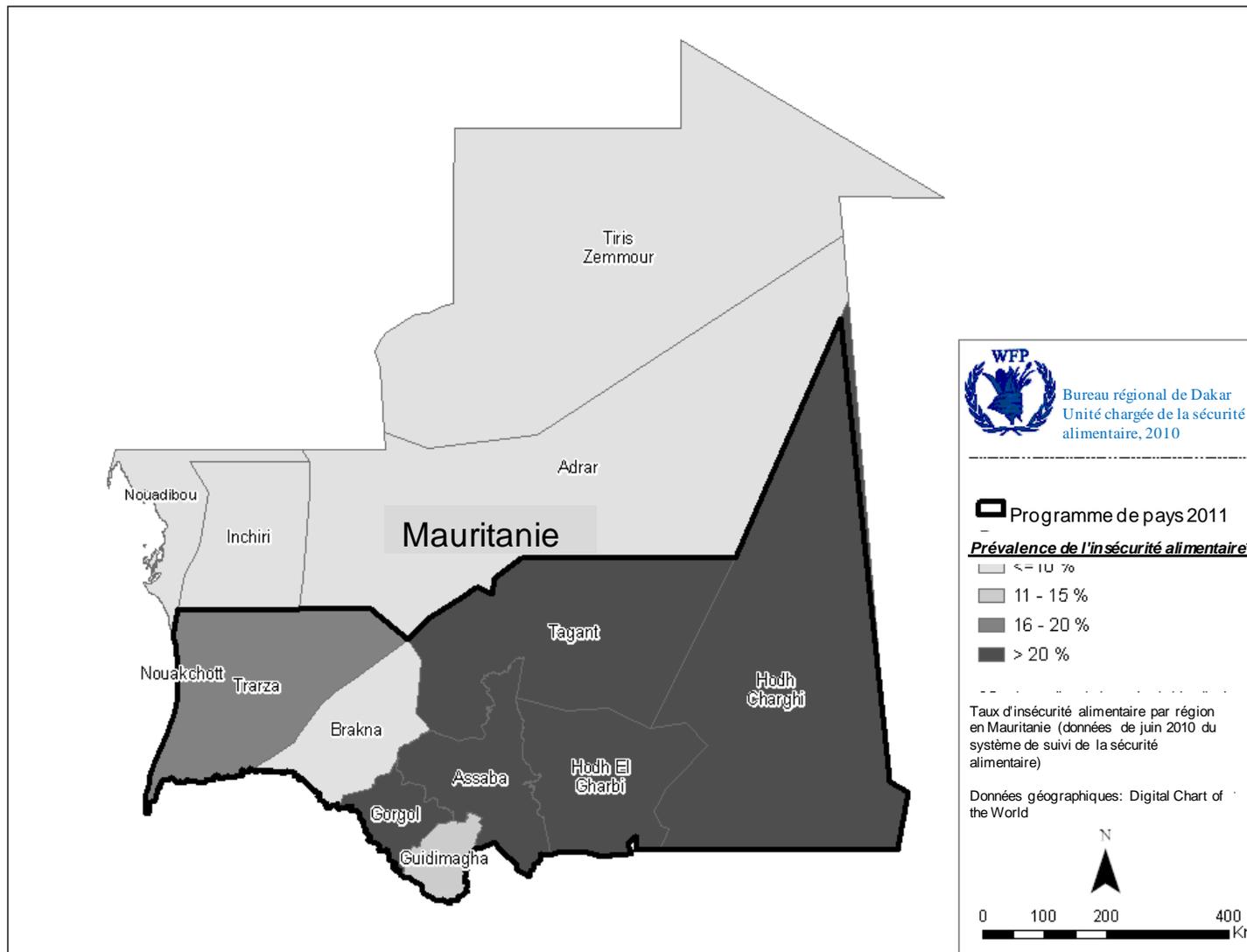


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.1 Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en % des effectifs de bénéficiaires prévus Objectif: 100% ➤ Quantités de produits alimentaires distribués, par type, en % des prévisions Objectif: 100% ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments de complément et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en % des prévisions Objectif: 100% ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en % des prévisions Objectif: 100% ➤ Nombre d'incidents de sécurité Objectif: 0 	<p>Filière d'approvisionnement solide, contributions des donateurs et engagement du Gouvernement</p> <p>Situation politique et conditions de sécurité stables</p>
<p>Produit 3.2 Construction ou remise en état d'infrastructures d'atténuation des effets des catastrophes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'infrastructures de réduction des risques et d'atténuation des effets des catastrophes créées ou remises en état, par types et unité de mesure <ul style="list-style-type: none"> ◇ Nombre de banques de céréales créées/consolidées Objectif: 500 ◇ Zone protégée/mise en valeur (en hectares) Objectif: à déterminer ◇ Superficies plantées d'arbres Objectif: 812 ha ➤ Nombre de sessions de formation Objectif: 16 ➤ Nombre de sessions de formation à l'évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire à l'intention du personnel des services gouvernementaux aux compétences Objectif: 1 	<p>Appui et financement complémentaire de la part des donateurs</p> <p>Bonne coordination avec les partenaires</p> <p>Participation active des bénéficiaires</p>



Carte des zones d'interventions du PAM en Mauritanie



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REACH	Partenariat REACH visant à éliminer la faim chez les enfants
S&E	suivi et évaluation
SMART	suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation